

Compte rendu des « I sicondi scontri per pensà l'avvene » qui se sont tenus le vendredi 4 août à la Résidence Benista à L'isula Rossa

1.Introduction :

Ces échanges pour parler de la Corse, avaient pour thème : éthiques et émancipation.

Depuis plus d'un an, une dynamique c'est créé en Corse, elle mérite d'être regardée de plus près. Un certain nombre de questions avaient été adressés aux participants par Rinaldu Amadei et ont servi de fil rouge au débat : Mise à part la question de l'autonomie ou de l'indépendance, les principaux partis Corse, expriment-t-il des choix sociétaux et politiques pour atteindre leurs objectifs ?

Le désir de changement et de renouveau semble profond auprès des citoyens de Corse, mais est-ce un renouveau des pratiques, ou simplement des personnes ?

Y a-t-il une véritable adhésion populaire au projet d'émancipation ?

La protection de l'environnement, la cohésion sociale en luttant contre la pauvreté, la création d'activités pour les emplois durables pour notre jeunesse, sont-ils toujours nos trois fondamentaux ?

Avec quels principes éthiques la Corse assurera-t-elle son émancipation ?

Comment rassembler largement, autour de valeurs communes, une large majorité ?

Comment forger ensemble une communauté de destin ?

Nous avons choisi comme définition de l'éthique (source, toupie. Org): Vient du grec Ethikos, moral, et de ethos, mœurs que c'est une discipline philosophique qui réfléchit sur les finalités, sur les valeurs de l'existence, sur les conditions d'une vie heureuse, sur la notion de « bien » ou sur des questions de mœurs ou de morale. Comme l'a dit Vincent Carlotti pendant les débats, il ne faut pas confondre éthique et morale. La morale est personnelle, l'éthique est la façon dont nous agissons en public.

C'est à partir de cette définition, que nous devons nous poser ces questions.

1. *La marche vers l'émancipation* :

Plus de cinquante participants actifs pour les rencontres 2017 sur le thème 'éthique et émancipation' de la Corse avec comme orateurs principaux à côté de Henri Malosse et Rinaldu Amadei, Président et secrétaire général de Pensà l'Avvene, Jean Christophe Angelini, Président de l'ADEC, Vincent Carlotti de la gauche autonomiste, Ghjuseppu Maestracci d'Ava Basta, Marc Antoine Campana de Pudemu, Thierry Dominici de Presenza Paolina. Parmi les prises de parole à citer aussi Joseph Colombani le Président de la Chambre régionale d'agriculture.

Il est ressorti d'un débat très riche le fait que l'émancipation était le préalable à toute marche vers l'autonomie et/ou l'indépendance. Elle passe par la coupure des liens de dépendances et la dénonciation des pratiques claniques, d'assistanat et clientélistes ainsi que d'une tolérance 0 vis à vis de toute forme de criminalité, y compris en matière économique. Mais cette émancipation implique avant tout un travail sur soi-même et des actions vers l'éducation. La France jacobine ne peut favoriser cette émancipation qui doit partir d'une alliance entre forces politiques de progrès et société civile de Corse.

Il faut parler vrai. Comme l'a rappelé le conseiller Exécutif Jean Christophe Angelini, la Corse ne dispose d'aucuns vrais attributs d'autonomie aujourd'hui. Tout au plus peut-on parler d'autonomie de gestion dans un certain nombre de domaines où nous sommes cependant toujours sous la tutelle de facto de l'Etat français, de ses représentants, de sa justice pénale et administrative. Rien ne serait plus dangereux que de faire croire que la Corse peut être aujourd'hui gouvernée par les Elus de la Collectivité

L'Europe, par contre, est un cadre qui, si elle est perçue comme un élément d'ouverture et non comme une simple 'vache à lait', peut y contribuer par les échanges d'expériences, les échanges et les coopérations transfrontalières.

La dynamique qui s'est créée en Corse autour des deux socles nationalistes fusionnés, per à Corsica, a très bien fonctionné jusqu'ici.

On ne peut que s'en féliciter car ce type de fusion, du point de vue stratégique, a fait ses preuves dans d'autres territoires en lutte pour leurs émancipations comme l'a rappelé Thierry Dominici.

Pour autant il faut se méfier des formules attrapes tout, genre parti unique ou ni de droite, ni de gauche, ni du centre. La politique est faite de choix de société. Il faut se méfier d'un « apolitisme » qui de fait deviendrait hégémonique et ne pourrait que susciter le rejet d'une société démocratique dont le débat d'idées fonde l'essence même. Même si un projet d'émancipation peut rassembler très largement, il ne peut éluder la question du choix de société. Faire de la politique au gré des sondages d'opinion, comme on mènerait une campagne de marketing ne peut que tuer la démocratie et favoriser une radicalité extrémiste, de droite, de gauche, même du centre et aussi religieuse. A cet égard il y a bien des aspects inquiétants dans la démarche actuelle d'Emmanuel Macron depuis son élection.

Rien n'est plus porteur de dangers qu'une pensée unique. Le temps est venu pour les différentes structures de proposer des positionnements qui soient visibles par tout le monde et qui permettent d'élaborer concrètement les politiques sociales et sociétales que l'on souhaite.

Qu'elle soit autonomiste, qu'elle soit indépendantiste, elles seront de droite, du centre ou de gauche. En fait les intervenants aux « scontri » semblent plutôt se retrouver sous l'étendard « progressiste »

La situation économique de l'île ne permet plus les grands écarts et doit, pour se développer, pouvoir compter sur les politiques claires et lisibles de ses institutions.

Lors du dernier scrutin, au-delà de la dynamique, Henri Malosse a noté que les anciennes méthodes avaient encore cours, course aux procurations, visite de courtoisie aux uns et aux autres, rencontres avec les maires "traditionnel" qui soudain soutiennent le projet d'émancipation de la Corse.

Mais très peu de débat dans le fond, alors qu'on aurait pu parler de lois constitutionnelles, qui justement, permettent de développer et d'émanciper notre île.

Comme si il ne fallait pas gêner l'électorat des retraités, des fonctionnaires, et autres pensionnés, qui comme chacun le sait sont les forces vives de notre île les plus difficiles à convaincre, les précaires et les chefs d'entreprises étant pour leurs part déjà convaincu.

Nous nous sommes demandés quel sera l'avenir de la Corse, comment les générations à venir vont vivre ensemble dans cette corse d'aujourd'hui, multiples et variées, ou les véritables valeurs, semble corrompue par un système que nous avons su faire notre: La saisonnalité de l'économie et la précarité qui va avec.

Avec Marc-Antoine Campana, nous refusons la fatalité d'une île qui ne vit que 3 mois par an et n'offre que l'exil comme perspective à sa jeunesse la mieux formée. Ghjuseppu Maestracci et Thierry Dominici ont insisté de leur côté sur la valeur d'une Communauté de destin pour tous les habitants de l'île, qui d'une manière claire et définitive, refuse toute forme de discrimination, exclusion ou racisme.

Nos valeurs folkloriques cachent un individualisme forcené.

La question « qui tue » est donc bien la suivante : avec quels principes éthiques la Corse assumera-t-elle son émancipation?

On entend partout en off : è cumu voli fa ? chì poi fa ? sò tutti i listessi !! (Comment faire ?, qu'est-ce que tu veux faire ?, c'est tous les mêmes !)

Ce découragement majoritaire, ce fatalisme, pourtant, fait tache dans la dynamique.

Il laisse sous-entendre une forme atavique, d'arrangement, de compromis, parfois même jusqu'à la corruption.

La corruption, la fraude, n'est pas nécessairement financière, c'est parfois simplement l'arrangement, pour tout un tas de raisons (souvent personnelles), entre deux personnes qui s'autorisent de dépasser les règles qui cadrent le vivre ensemble et la chose publique. (Désordre sur le domaine public, plages, rues piétonnes, règles des marchés publics etc...)

Tout le monde est d'accord pour que cela change, mais personne ne fait rien.

Personne ne fait rien à tous les niveaux, de l'institution, aux entrepreneurs, qui usent et abusent du domaine public jusqu'à le faire sien.

Et on le comprend, car la manne économique touristique se réduit comme une peau de chagrin, en Corse nous ne vivons pas du tourisme, c'est le tourisme qui nous fait vivre et la nuance est de taille.

Nous avons des potentiels exceptionnels pour autant peu de moyens pour les activer, la filière bois (qui a redémarré trois fois ces trente dernières années), les énergies renouvelables, la maîtrise de l'eau, et que sais-je encore des activités qui pourront découler de tout cela.

L'émancipation doit être un projet pour tous destiné à forger une communauté de destin. Mais pour constituer une majorité autour d'un tel projet, il est nécessaire de proposer un choix de société

En premier lieu nous plaçons la protection de notre environnement, patrimoine naturel et

culturel aujourd'hui fortement menacés par de graves atteintes (minage du littoral, érosion des plages et des côtes, crise des déchets, désertification de l'intérieur, gaspillage de nos ressources en eau ..) et par une tendance à l'uniformisation et la banalisation de notre cadre de vie (lotissements sans caractères, profusion des grandes surfaces etc ..)

En second lieu il ne saurait y avoir de majorité sans un socle social qui associe l'ensemble des populations, avec la cohésion sociale comme priorité. Le développement des inégalités en Corse est à cet égard un souci majeur qui ne peut être passé sous silence tout comme toutes les formes de rejets de l'autre et de racisme.

Enfin, la création d'activités pérennes pour créer des emplois durables dans tous les secteurs d'activité, traditionnels comme innovants, doit nous projeter dans une Corse qui connaîtrait dans une dizaine d'années le plein emploi et donnerait des emplois à tous nos jeunes qui le souhaiteraient. Il s'agit de passer d'une économie d'assistanat, de cueillette (tourisme) et s'appuyant sur quelques niches fonctionnent en monopoles, vers une vraie économie diversifiée grâce à des filières et des pôles d'activités performants.

Le tourisme ne devrait plus être l'alpha et l'oméga de la Corse. Il peut être une base sur laquelle construire notre émancipation économique, à condition qu'il soit maîtrisé, concerté, durable et qu'il contribue à la fois à préserver notre patrimoine naturel et culturel, offre des emplois pérennes et qualifiés à notre jeunesse, serve de levier à d'autres secteurs de l'économie et permette de dégager une épargne qui va s'investir pour une diversification économique (l'exemple de Malte)

1. 3. En guise de Conclusion

Ainsi la marche vers l'émancipation devrait selon nous, plutôt que de se focaliser sur des questions institutionnelles, porter sur les choix des sociétés. L'émancipation doit être d'abord individuelle, et rassemblée en même temps dans un projet collectif. Elle ne peut être l'apanage d'un parti unique ou d'un homme providentiel. Il faut croire en nos propres forces. Le processus d'émancipation commence par nous même, le travail d'éducation et notre capacité collectif à construire un socle majoritaire, alliant forces politiques et de la Société civile. Il faut croire en nos propres forces, en un mot « il faut croire en nous » et conduire la Corse vers une sorte de 'Benista' (bien être, bonheur) comme l'a prophétisé Joseph Colombani

Rinaldu AMADEI et Henri MALOSSE

Mots clés : Corse émancipation démocratie développement paix éthique peuple corse